

LE 10^{ème} HOMME

Son devoir est de penser différemment

25 octobre 2021

Les prix de l'énergie explosent... A qui la faute ?

Par Bill Wirtz



Crédits photos : de FOTOGRIIN / Shutterstock.com

Les Dessous de l'Union Européenne



Vauban
éditions

Introduction

Partout sur le continent, les prix de l'essence et du gaz s'envolent. Alors que les citoyens sont confrontés à un hiver potentiellement rude et coûteux, l'Union européenne n'est pas prête à assumer la moindre responsabilité. Le Conseil européen renvoie la question aux ministres, les parlementaires sont heureux de parler des affaires étrangères, mais très peu de la situation du prix de l'énergie... et les rares personnes qui reconnaissent le problème tentent de trouver un bouc émissaire. La réalité est que c'est un problème que l'Etat a lui-même créé.

Ceci est ma dernière lettre pour le 10e Homme, puisque le format va bientôt changer avec une autre publication. Il est donc tout à fait approprié que je termine par la question qui, selon moi, sera la plus importante pour la décennie actuelle : la politique environnementale et la politique énergétique.

Rien ne définit mieux notre siècle que le besoin constant d'une énergie meilleure, plus fiable et toujours plus abondante. Un État qui ne parvient pas à mettre cette énergie à la disposition des citoyens échoue à répondre au besoin le plus fondamental d'une société moderne.

De toute évidence, l'Union européenne manque à ses devoirs envers ses citoyens sur cette question au moment où nous parlons.

Dans cette lettre, je vais :

- Expliquer l'envergure du problème de la flambée des prix de gaz
- Analyser si c'est vraiment la Russie qui est à l'origine du problème
- Discuter les solutions à court-terme envisagée par les Etats européens et l'Union européenne

La flambée des prix

Les prix du gaz naturel connaissent actuellement une augmentation de 500 %, et se rapprochent de la barre des 80 euros par mégawatt. En comparaison, pendant la majeure partie des deux dernières décennies, les prix ont oscillé autour de 20 euros, ce qui place les consommateurs européens dans une situation désastreuse pour les années à venir.

Comme vous pouvez l'imaginer, le jeu des reproches a déjà commencé. Quarante membres du Parlement européen ont récemment demandé à la Commission européenne d'ouvrir une enquête pour déterminer si Gazprom retenait du gaz naturel afin de faire pression pour l'approbation du gazoduc Nord Stream 2 (le projet entre l'Allemagne et la Russie).

S'exprimant à l'occasion de l'ouverture de la "Semaine de l'énergie" à Moscou, Poutine a déclaré que la Russie était prête à fournir davantage de gaz à l'Europe si celle-ci le lui demandait, rejetant ainsi l'idée que Moscou restreignait ses approvisionnements pour des raisons politiques. Mais peu de temps après, la Russie a décidé de ne pas augmenter ses livraisons de gaz naturel à l'Europe, réduisant ainsi les espoirs de voir Moscou relâcher son emprise sur le marché.

Se concentrant sur l'impact de la crise causée par la pandémie COVID-19, M. Poutine a déclaré que les statistiques de l'année dernière montrent que la consommation mondiale d'énergie primaire a diminué de 4,7 %, ce qui, selon lui, constitue le choc le plus lourd pour le secteur au cours des 70 dernières années.

En conséquence, il a déclaré que les prix avaient été ajustés à la baisse de la demande, donnant l'exemple de l'année dernière, lorsque le prix du gaz naturel en Europe a chuté de 60% à 113 dollars par mille mètres cubes contre 159 dollars en 2019 et 282 dollars en 2018. Poutine a également rendu la politique de l'UE en matière d'énergie verte responsable de la crise actuelle, et il n'a pas tort. La fermeture de centrales au charbon et de centrales nucléaires, ainsi qu'une mauvaise année pour les énergies solaire et éolienne en Europe, ont contribué à accroître les besoins en gaz.

[Dans un article pour Euractiv](#), une chercheuse pour l'Université de Louvain écrit ceci : *“Les niveaux de stockage de gaz européens sont à leur plus bas niveau depuis au moins une décennie. À la fin du mois de septembre de cette année, les stocks de gaz de l'UE-27 et du Royaume-Uni étaient remplis à 72 %, contre 94 % à la même époque en 2020, et 85 % en*

moyenne au cours des dix dernières années. Aux États-Unis, pays exportateur de gaz, la situation n'est pas aussi catastrophique. Les stocks de gaz y sont encore inférieurs de 7 % à la normale pour cette période de l'année. Selon Bloomberg, Gazprom n'a "que deux mois pour reconstituer ses stocks épuisés" et doit donc stocker 80 % de ses exportations quotidiennes vers l'Europe occidentale pendant cette période."

Vous, mes lecteurs, savez que je ne suis pas très favorable au pouvoir politique russe actuel. Mais ce que je déteste aussi, c'est que les dirigeants européens essaient de trouver un bouc émissaire facile pour leurs propres échecs politiques. Nous sommes responsables de cette crise énergétique, et les pays qui déplorent une dépendance accrue à l'égard de la Russie n'ont qu'eux-mêmes à blâmer.

La bataille sur le nucléaire

La Pologne a indiqué qu'elle souhaitait une pause dans les objectifs en matière d'énergie verte afin de faire face à la crise du gaz naturel. La Russie peut être blâmée pendant un certain temps, mais à long terme, de nombreuses nations européennes s'exposent à une sévère réaction de l'opinion publique si elles n'agissent pas pour contrecarrer les hausses de prix de l'énergie.

Le gouvernement français a déjà réagi en choisissant de verser 100 euros aux citoyens gagnant moins de 2 000 euros par mois après impôts pour les aider à faire face à la hausse des prix de l'énergie et du carburant.

C'est ironique, n'est-ce pas ? Les mêmes gouvernements qui, ces dernières années, n'ont rien fait d'autre que de nous taxer pour les combustibles fossiles et d'éliminer progressivement les alternatives énergétiques, nous subventionnent aujourd'hui pour acheter du gaz. C'est incroyable mais vrai.

Concernant l'énergie nucléaire, le problème est le suivant : il existe une chose appelée « la taxonomie de l'UE », qui définit la manière dont les investissements sont taxés. Dans le but d'encourager la production d'énergie durable, l'UE accorde par exemple des avantages fiscaux aux sources d'énergie renouvelables. Cependant, le nucléaire ne touche pas ces subventions malgré le fait qu'il n'émet pas de dioxyde de carbone (raison pour laquelle la France affiche des records environnementaux plus élevés que des pays comme l'Allemagne). Ce fait n'a pas échappé à certains pays.

Parmi les pays qui font activement campagne pour exempter l'énergie nucléaire de la hausse des taxes sur l'énergie, on retrouve la France, la Finlande, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Slovénie, la Croatie, la Roumanie et la Bulgarie. Ceux qui sont contre sont les États du BENELUX, l'Espagne, l'Italie, le Portugal, l'Irlande, la Suède, le Danemark, les États baltes, l'Autriche, l'Allemagne, la Grèce, l'île de Malte et Chypre.

Avec un Conseil européen aussi divisé, la Commission européenne n'a aucune chance de trouver un compromis viable. L'approche scientifique sur le sujet est claire : l'énergie nucléaire est absolument nécessaire si nous voulons lutter contre le changement climatique.

En fait, la propre équipe de recherche de l'Union européenne l'a confirmé dans un document qui a scandalisé les écologistes. Mais ne retenez pas votre souffle si vous attendez de Bruxelles qu'elle prenne de bonnes décisions dans ce domaine. Après avoir discuté personnellement avec des conseillers politiques et des politiciens, je pense que l'UE trouvera l'une de ses fameuses "non-solution", c'est-à-dire qu'elle permettra à l'énergie nucléaire de vivre dans un régime de taxation intermédiaire qui ne satisfera personne.

Pendant ce temps, les prix de l'énergie pour les citoyens vont grimper en flèche et l'Europe deviendra plus dépendante que jamais des importations d'énergie en provenance de certaines des démocraties les plus douteuses.

Conclusion

L'Europe est confrontée à une crise importante avec l'hiver qui vient. De nombreux consommateurs seront durement touchés par la flambée des prix du gaz. Pendant ce temps, l'Union européenne s'accroche à ses politiques environnementales, même si elle sait que cela nuit aux citoyens. C'est la tragédie de la politique moderne, et avec le temps, elle décrira la fin fatale de l'Union européenne.

Mais qu'est-ce que j'en sais ? Je ne suis rien d'autre qu'un observateur silencieux des rouages de l'Union européenne et j'ai espéré vous donner des indications judicieuses au cours de ces 18 derniers mois. J'espère que vous avez pris autant de plaisir à lire cette lettre que j'en ai pris à l'écrire.

Si vous voulez en savoir plus sur moi et continuez à suivre mes autres travaux, j'écris pour un magazine luxembourgeois appelé (journal.lu), et je travaille pour le groupe de défense des consommateurs "Consumer Choice Center" (consumerchoicecenter.org). Vous pouvez également me trouver à l'occasion dans des journaux et magazines américains, tous travaux qui sont accessibles sur mon site web wirtzbill.com.

Si vous souhaitez me joindre personnellement à l'avenir, vous pourrez le faire sur mon adresse personnelle wirtz.bill@gmail.com.

1. L'information publiée dans cette publication. Cette publication fournit des informations et du matériel de nature générale. Vous n'êtes pas autorisés ni ne devez compter sur ce guide comme une source de conseils juridiques, de conseils d'entreprise, ou de conseils de toute autre nature. Vous agissez à vos propres risques en vous appuyant sur le contenu de ce guide. En aucun cas les propriétaires ou auteurs de ce guide ne peuvent être tenus responsables des actions, décisions ou tout autre comportement auxquels vous vous prêtez ou non se fondant sur le contenu de ce guide.

2. Risques reliés à l'utilisation de cette publication. Les auteurs ou propriétaires de cette publication ne seront pas tenus responsable pour toute pertes, dommages ou réclamations résultants d'événements relevant des catégories suivantes :

- (1) Les erreurs commises par l'utilisateur de tout logiciel ou service en lien avec ce guide, e.g., les mots de passe oubliés, les paiements envoyés aux mauvaises adresses Bitcoin ou autres cryptomonnaies et les suppressions accidentelles de portefeuilles.
- (2) Les problèmes de logiciel de site Web et/ou de tout logiciel ou service en lien avec ce guide, e.g., les fichiers portefeuille corrompus, les transactions incorrectement construites, les logiciels malveillants et/ou tout logiciel ou service en lien avec ce guide.
- (3) Les défaillances techniques dans le matériel de l'utilisateur de tout logiciel ou service en lien avec ce guide, e.g., la perte de données attribuable à un périphérique de stockage défectueux ou endommagé.
- (4) Les problèmes de sécurité rencontrés par l'utilisateur de tout logiciel ou service en lien avec ce guide, e.g., les accès non autorisés aux portefeuilles et/ou aux comptes des utilisateurs.
- (5) Les actions ou inactions de tiers et/ou les événements rencontrés par des tiers, e.g., les faillites des fournisseurs de services, les attaques de sécurité à l'information ciblant les fournisseurs de services et les fraudes menées par des tiers.

3. Risques d'investissement. L'investissement dans les actions, Bitcoins et autre cryptomonnaies peut mener à des pertes financières sur de courtes ou même de longues périodes. Les investisseurs doivent aussi anticiper de larges fluctuations dans les prix. L'information publiée dans ce guide ne peut garantir que les investisseurs ne subiront pas de pertes financières.

4. Aucune garantie. Ce guide est fourni « tel quel » sans aucune garantie d'aucune sorte concernant le guide et/ou tout contenu, données, matériel et/ou services mentionnés dans cette publication.

Vauban Éditions SA – Adresse : Avenue morges 88, case postale 1474 – 1001 Lausanne